

SUD Aérien, SUD Emploi PACA, SUD RTM, SUD Culture, SUD STMicro, SUD Santé Sociaux, Cemagref SUD Recherche, SUD-Rail PACA, SUD FPA, SUD Formation Professionnelle, SUD Etudiant, SUD Education, SUD ISM, SUD INSEE, SUD Travail Affaires Sociales, SUD BT, SUD Canon, SDACAP/SUD CAM, SPASMET, Union SNUI Sud Trésor Solidaires, SUD France 3, SUD-PTT, SUD ATMEL, Solidaires Douanes, SUD-Solidaires 13 Veolia Propreté, SUD-Solidaires 13 ISS Environnement, UNIRS

**Union syndicale Solidaires
des Bouches-du-Rhône**

26 bd des Dames
13002 Marseille

Tel : 04.91.91.90.53 solidaires.13@orange.fr

**QUEL QUE SOIT LE PRESIDENT SORTI DES URNES
CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LA CRISE**



Nous sommes à la croisée des chemins, soit nous courbons l'échine devant les politiques d'austérité, les diktats du patronat et des marchés financiers, soit nous passons à l'offensive pour défendre les acquis sociaux, pour en conquérir de nouveaux et imposer une autre répartition des richesses.

La finance internationale, les multinationales et les oligarchies politiques, veulent infliger une défaite majeure aux classes ouvrières du monde, mettre à genoux les populations, pour perpétuer un système capitaliste qui nous mène à la ruine, engendre pauvreté et précarité.

L'explosion des profits financiers des entreprises et des dividendes versés aux actionnaires, la liberté de circulation des capitaux, la fraude fiscale des plus riches, le développement des paradis fiscaux, ont permis le plus grand hold-up des richesses produites par les salarié-es et plongé des millions de personnes dans la misère et le chômage.

Les dégâts du Sarkozysme et du MEDEF

Nicolas Sarkozy a choisi d'être le Président des riches et du MEDEF : contre-réformes des impôts sur le revenu et des sociétés, qui favorisent les plus riches et privent de recettes les services publics, allègement de l'impôt sur la fortune, défiscalisation des heures supplémentaires, augmentation de la TVA... 5 millions de chômeurs et chômeuses, 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté : depuis 2007, c'est 35 % de chômeurs/chômeuses en plus ! Ces derniers sont considérés comme des « fraudeurs qui abusent de l'assistanat » alors même que 60% d'entre eux ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage et sont obligés de survivre avec les minima sociaux.

Dans cette période de crise, d'austérité et de recul social plus que jamais la voix des travailleurs doit se faire entendre, la voix de la rue qui porte aussi celle des étudiants, retraités, chômeurs et étrangers. Quel que soit l'issue de ces élections présidentielles et législatives, nous devons partout, dans la rue et dans l'unité porter haut nos revendications

- Donner la priorité à l'emploi par des politiques économiques et sociales prenant appui sur une réelle politique industrielle qui réponde aux impératifs écologiques et des services publics de qualité, favorisant la réduction des inégalités. Prioriser des mesures en faveur des jeunes
- Développer des services publics de qualité, mieux répartis sur tout le territoire et les quartiers populaires, répondant mieux aux besoins de l'ensemble de la population (Casse de tous les services publics, 150 000 emplois supprimés en 5 ans, dans la Fonction publique d'Etat).
- Améliorer les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, (aucun coup de pouce au SMIC depuis 2007, gel de la valeur du point dans la fonction publique depuis 2010, aucun rattrapage des pensions alors que les retraités ont subi une amputation de leur pouvoir d'achat de 17% en 15 ans, un tiers des retraités vivent avec moins de 1000 € par mois) Il s'agit de permettre à chacun de vivre dans la dignité en garantissant le droit pour toutes et tous à une protection sociale solidaire et de haut niveau tout au long de la vie.
- Faire reculer les inégalités entre les femmes et les hommes. (L'écart salarial entre les hommes et les femmes est de 25 % et la pension moyenne des femmes est inférieure de 40 % à celle des hommes !!!!)
- Améliorer les conditions de travail et faire reconnaître la pénibilité.
- Retour à la retraite à 60 ans pour tous et à taux plein.
- Lutter pour l'égalité des droits et contre toutes les discriminations, notamment concernant tous les travailleurs/ses migrant-e-s. Alors que nous avons assisté à la mise en place d'une politique xénophobe et raciste au plus haut niveau de l'État. Elle s'inscrit parfaitement dans la même logique que celle du Front National qui demeure le pire ennemi des salarié-es des chômeurs/ chômeuses, des précaires et des retraité-es.
- L'exigence d'une vie meilleure faite de justice sociale, du respect des droits fondamentaux, d'un travail décent, reconnu et valorisé doit se faire entendre.



Le 1er Mai et après, sans lutte, rien ne nous sera donné !

Les luttes dans le privé comme dans le public n'ont jamais cessées mais la question de leurs convergences pour peser sur notre avenir reste posée. La détermination des salariés d'Arcelormittal nous montre la voie. Tous ensemble, nous devons construire dès maintenant la coordination nationale des luttes pour le droit à l'emploi, une protection sociale de haut niveau, des services publics de qualité, une autre répartition des richesses et l'instauration d'une démocratie sociale sur les choix économiques et sociaux prioritaires, tenant compte des impératifs écologiques.

Quelle que soit l'issue des élections, le changement dépend de nous, de notre volonté et de notre capacité à faire plier le patronat, les puissances d'argent, et les gouvernements qui veulent nous faire payer leur crise.

TOUS ET TOUTES DANS LA RUE
MARDI 1^{ER} MAI à 10h30 AU VIEUX PORT - MARSEILLE